

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142 Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Pour ou contre le Communisme (*Boris Souvarine*).  
— La Naissance d'un Parti Communiste (*G. Zinoviev*). — Liberté et Discipline (*J. Humbert-Droz*).

L'Internationale et le Parti Français : Deuxième discours de *Léon Trotsky* ; Deuxième discours de *Boris Souvarine*. — Le Front Unique en France (*A. Talheimer*).

## Pour ou contre le Communisme

**L**A discussion engagée dans la Fédération de la Seine ne met pas en jeu, comme beaucoup de camarades peuvent être tentés de le croire, les statuts fédéraux actuels, l'article 9 des statuts internationaux, la décision de l'Exécutif fixant en principe après le Congrès mondial annuel les congrès nationaux annuels.

C'est l'adhésion même du Parti Communiste français à l'Internationale Communiste qui est en jeu, et par conséquent l'idée communiste elle-même qui, pour nous, est inséparable de l'organisation communiste.

Les statuts d'une organisation locale ne peuvent être sujets à dispute, dans un Parti Communiste. L'Internationale a adopté dans ses Congrès des règles qui font loi pour tous les partis adhérents : ce sont les thèses sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne et les 21 conditions d'adhésion, votées au 2<sup>e</sup> Congrès mondial, et sur la structure et l'organisation des Partis communistes, votées au 3<sup>e</sup> Congrès. Les organisations locales doivent s'y conformer, tant que ces règles n'auront pas été révisées par un nouveau Congrès mondial. Il a fallu que la Fédération de la Seine soit livrée à des influences démagogiques et irresponsables de toutes sortes pour qu'il ait été possible de lui donner la constitution baroque que la gauche du Parti a entrepris de changer.

L'article 9 des statuts internationaux n'est pas une nouveauté et il ne contient rien qui ne soit dans les autres articles. Les résolutions, thèses et statuts de l'Internationale Communiste sont inspirés de la même conception

centraliste révolutionnaire, qui s'exprime dans l'article 9 par le droit conféré à l'Exécutif d'exclure de l'Internationale des membres ou groupes de membres. L'article 9 a été l'instrument dont s'est servi l'Exécutif pour exclure de l'Internationale la majorité du Parti socialiste italien, décision que le 3<sup>e</sup> Congrès mondial a unanimement approuvée. Il ne s'est trouvé personne, dans le Parti français, pour critiquer l'exclusion du parti de Serrati ni l'article 9. C'est seulement après l'exclusion de Fabre (!) qu'un petit groupe s'est agité contre les droits attribués à l'Exécutif et a tenté de remuer ciel et terre pour les faire abroger.

La décision de tenir, en règle générale, les Congrès nationaux après le Congrès international, a été prise à l'unanimité par un Comité Exécutif élargi qui comptait six représentants du Parti français dont cinq, — Frossard, Cartier, Rappoport, Sellier et Leiciague, — parlent au nom de la majorité centre-droite actuelle. Personne n'a songé à voir là une machination visant à réduire en esclavage les partis adhérents. Tout le monde a compris qu'il était logique de tenir avant le Congrès mondial des conférences nationales des divers partis qui discutent de l'ordre du jour du Congrès et donnent des instructions aux délégations, puis de réunir après le Congrès mondial les Congrès nationaux pour la réalisation des décisions prises en commun par les délégués de tous les partis communistes du monde. En France, le même petit groupe qui prétend imposer des statuts fédéralistes à la Fédération la plus importante d'un parti centralisé appartenant à une Internationale centralisée, qui prétend abolir un des articles essen-

tiels des statuts internationaux sans lequel le centralisme de l'Internationale ne serait qu'un vain mot, sans lequel la 3<sup>e</sup> Internationale ressemblerait vite à la 2<sup>e</sup>, ce petit groupe s'insurge immédiatement contre la décision de l'Exécutif sur la succession des Congrès et la dénonce comme une manigance diabolique. Grâce au silence de la Direction du Parti et des principaux « officiels », grâce au concours que lui donne le journal *l'Internationale*, le petit groupe en question oblige la Fédération de la Seine à s'absorber dans une lutte de tendances intérieure.

Parlons net : cette lutte pour et contre le centralisme dans la Fédération, dans le Parti et dans l'Internationale est une lutte innovée pour et contre l'Internationale Communiste. Notre parti savait à quoi il s'engageait en votant, à Tours, son affiliation à la nouvelle Internationale. Il n'ignorait pas que celle-ci différait essentiellement de l'ancienne par la discipline et la centralisation. Or, depuis un an, il se trouve parmi nous des éléments qui s'acharnent à effacer le trait le plus caractéristique du communisme révolutionnaire. Une année ne s'était pas écoulée depuis le Congrès de Tours que des tentatives révisionnistes se manifestaient déjà. Depuis quelques mois, elles se renouvellent avec une persistance systématique ne laissant place à aucun doute.

Pour qui est au courant de la campagne qui se poursuit actuellement dans les sections de la Seine, la manœuvre tendant à aboutir à la rupture avec l'Internationale est certaine. Le groupe révisionniste ne recule devant aucun procédé pour arriver à ses fins. Il propage avec le concours du *Journal du Peuple* (naturellement), une légende selon laquelle le Parti communiste russe s'assure d'une majorité dans l'Internationale avec les partis de Boukhara, du Turkestan, des républiques bachkire, tchouvache, et autres. Il ose même insinuer des choses qui ressemblent fort aux calomnies que répandent couramment les pires ennemis du communisme. Qu'est-ce que cela signifie, sinon que tous les prétextes lui sont bons pour jeter le trouble dans le Parti et, à la faveur de ce trouble, créer un courant de rupture avec l'Internationale ?

Le danger que court de ce fait le Parti n'est pas grand, vu la faiblesse idéologique du groupe dit d'extrême-gauche, en réalité d'extrême-droite — car nul n'est à la gauche de l'Internationale communiste — mais à une condition : c'est d'être dénoncé et combattu. La gauche le dénonce et le combat. Mais le centre, qui a été longtemps complaisant à ce groupe, qui s'est allié à lui contre la gauche, s'abstient encore de faire son devoir. Ses re-

présentants se sont mis d'accord avec la gauche pour défendre un projet commun de statuts centralistes : mais ils ne luttent pas pour les faire adopter par la plus grande majorité possible ; ils ne donnent pas de coups, pour ne pas s'exposer à en recevoir. Ils s'abstiennent de dire leur mot sur l'article 9. Ils se taisent sur la tenue des Congrès nationaux après le Congrès mondial. Ils laissent le champ libre à l'extrême-gauche, c'est-à-dire à l'extrême-droite, car extrême-gauche et extrême-droite se confondent dans leur hostilité au centralisme du Parti et de l'Internationale.

Voilà ce qui doit cesser, pour le salut de notre Parti. Les tendances anti-communistes n'ont fait de progrès dans le Parti que grâce à la complaisance du centre qui a constamment cédé devant la démagogie, devant toutes les démagogies. Si cette politique continuait, la droite ferait vite des ravages, comme dans le Parti socialiste italien où les réformistes ont vite gagné la moitié du Parti en exploitant la naïveté de Serrati, qui se croyait le malin des malins et qui n'ose même plus, aujourd'hui, réunir un Congrès. Renoncer à cette politique et faire la politique de l'Internationale, c'est-à-dire rompre avec la droite (quelles que soient ses étiquettes) et s'unir à la gauche : tel est l'unique voie qui s'offre au centre pour assurer au Parti une majorité forte et résolue qui fera enfin une section française de l'Internationale Communiste.

Boris SOUVARINE.

## Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro 1 50 centimes

### ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	13 »	14 »
12 mois .....	25 »	28 »

CHEQUE POSTAL HUMANITÉ 209.61

Adresser au camarade **Boris Souvarine** la correspondance concernant la rédaction ; au camarade **René Reynaud** celle ayant rapport à l'administration.

# La naissance d'un Parti Communiste

Il y a, dans l'oeuvre de Maxime Gorki, quelques belles pages intitulées : *la Naissance de l'Homme*. La naissance de l'homme y est dépeinte avec un réalisme saisissant. C'est au bord de la mer. L'accouchée est une robuste femme du peuple. Le nouveau-né est lavé dans l'eau de mer et pousse son premier cri. Rien de plus normal que cette délivrance qui n'est pas cependant sans douleur.

L'enfantement d'un Parti Communiste, même lorsqu'il se produit dans des conditions extrêmement favorables, est incomparablement plus pénible. Cette pensée ne me sort pas de la tête lorsque je songe à ce qui se passe dans notre Parti français.

Car ce qui se passe actuellement en France, c'est précisément la naissance du Parti Communiste. L'accouchement est quelque peu laborieux. Mais, quoi qu'il en soit, il y a de sérieuses raisons d'espérer qu'il se terminera bien.

Ceux qui ont pour la première fois l'occasion d'assister à la naissance d'un Parti Communiste et qui ne se rendent pas nettement compte de la situation, redoutent parfois une catastrophe. Nous ne parlons pas évidemment de nos ennemis, qui ont un intérêt direct à représenter la situation actuelle du Parti français comme le comble du chaos et de la confusion. Mais certains mêmes de nos amis sincères qui ne voient que la surface des choses, tombent parfois dans l'abattement. Nous ne pouvons, à ce propos, nous retenir d'adresser un reproche amical à l'un de nos meilleurs militants du Parti français, notre ami Vaillant-Couturier. Dans son dernier article du 12 juillet, intitulé : « Un seul remède : l'organisation », où il réclame des organisateurs pour sauver de l'écroulement l'édifice du Parti français, nous avons cru sentir quelques notes d'un pessimisme exagéré.

Où, camarade Vaillant-Couturier, la naissance du Parti Communiste est infiniment plus difficile que la naissance de l'homme décrite par Gorki. C'est ce qu'il faut bien nous mettre dans la tête une fois pour toutes.

Courants, groupes, fractions, sous-fractions, luttes sourdes, collisions personnelles, polémiques aiguës, discussions acharnées, tout cela existe dans le Parti français. Mais ce n'est pas à dire que le Parti soit en train de périr ou de se décomposer. Il en a été de même dans les autres Partis Communistes avant leur consolidation définitive. Il n'y a pas là de quoi se désespérer. Malgré tout, l'enfant naîtra, il grandira et deviendra l'ennemi de ses ennemis.

Mais — nous dira-t-on — le Parti Communiste français est déjà né à Tours.

La chose n'est pas tout à fait exacte. Tours a été la rupture avec les social-traitres les plus avérés. La majorité de Tours *voulait* être communiste, mais elle ne l'était pas encore. Vers la fin de l'année 1920, lorsque j'étais à Halle, le camarade Daniel Renoult, mandaté par le groupe de la majorité actuelle du Comité Directeur français, était venu à moi pour engager des pourparlers. Il acceptait une grande partie des 21 conditions — qui ont maintenant acquis une célébrité mondiale — mais il insistait fortement pour que le Parti conservât encore quelque temps son ancien nom. *C'est la date* pour qu'il ne prit pas le titre de

« Parti Communiste ». En somme, Daniel Renoult avait alors, dans un certain sens, raison. En effet, si l'on veut qu'une dénomination corresponde exactement à la réalité, reconnaissons qu'en 1920 et 1921, il fallait appeler le Parti français non pas un Parti Communiste, mais un parti *désireux* d'être communiste.

Du désir à la réalisation, il y a parfois très loin. En somme, lorsque les membres du Parti français se félicitent chaleureusement d'avoir, à Saint-Etienne, réussi pour la première fois à organiser une réunion préparatoire des communistes français travaillant dans les syndicats, qu'est-ce que cela prouve ? Toujours la même chose, que le Parti *veut* être communiste, mais qu'il ne l'a pas encore été jusqu'à présent. Ce qui, dans tous les partis tant soit peu organisés, est l'enfance de l'art, quelque chose qui va de soi, est pour notre Parti français tout un événement dont il convient de se féliciter mutuellement.

Et pourtant, nous le répétons, il n'y a aucune raison de se laisser aller à l'abattement. Il n'y a que le premier pas qui coûte. Pourvu que vous ayez, camarades, le désir ferme et sincère de devenir un Parti Communiste, vous le deviendrez.

Souvenons-nous comment sont nés et se sont formés les Partis Communistes dans les autres grands pays.

*Allemagne.* — Tout d'abord, la vieille Social-démocratie se scinde en deux parties. D'un côté, les social-démocrates de droite (scheidemanner), de l'autre, dans le cadre d'un parti unique, les indépendants et les communistes. Puis, au bout de quelque temps, il se produit une nouvelle scission. Les communistes se séparent des indépendants. Il se forme trois partis. Ensuite, à Halle, les indépendants se subdivisent en deux moitiés dont l'une se range du côté des communistes. Enfin, le groupe de Lévi, Daeumig, Geyer et consorts quitte les communistes pour retourner chez les indépendants. Et ce n'est qu'après tout cela que le Parti Communiste allemand se consolide définitivement.

*Italie.* — Là, les choses se passent un peu autrement. La première grande scission se produit selon une autre ligne de cassure. Il se forme deux partis. Mais l'un d'eux renferme la droite plus le centre. C'est le « Parti Socialiste Italien ». De l'autre côté, ce sont les communistes. Maintenant, une deuxième scission se prépare : le centre semble disposé à rompre avec la droite et à former son parti à lui sur le modèle du Parti des Indépendants d'Allemagne. Au lieu d'une division bipartite, nous aurons donc également en Italie une division tripartite : la droite, le centre, les communistes. Une partie du centre passera encore aux communistes, et l'on pourra considérer alors le Parti Communiste italien comme définitivement constitué.

Des défections partielles avaient eu lieu auparavant aussi en Allemagne comme en Italie. Le groupe Spartacus s'était formé avant la scission officielle dans l'ancien parti social-démocrate allemand. Le groupe de Mussolini, en Italie (les fascistes actuels), s'était détaché de son organisation avant la première grande scission du Parti italien. Mais ce n'étaient là que des épisodes. Les

principales scissions se sont effectuées ainsi :  
1° centre plus communistes contre la droite et,  
2° droite plus centre contre les communistes.

Le mouvement ouvrier en France paraît avoir pris une voie intermédiaire — entre la voie allemande et la voie italienne. Les longuettistes se sont unis à la droite contre les communistes. Sous ce rapport, l'évolution française ressemble à l'évolution italienne. Les communistes, semble-t-il, sont restés seuls contre la droite alliée au centre. Mais il a fallu bientôt constater que la délimitation n'était pas définitive. Au sein du Parti Communiste français, il est resté des éléments — peu nombreux, il est vrai, mais influents dans les « hautes sphères » — qui ne sont pas très éloignés des longuettistes. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que, par exemple, Raoul Verfeuil ou Lafont sont au fond très proches de la position politique de Longuet. Nous ne serons nullement étonnés si, dans un avenir prochain, nous apprenons que les éléments centristes des dissidents et du Parti Communiste actuel ont abandonné leurs partis respectifs pour se tendre la main et former un troisième parti centriste analogue à celui des Indépendants allemands. Quant à nous, nous ne déplorerons pas ce fait. Les éléments centristes qui sortiront des rangs du Parti Communiste français ne seront pas nombreux. Et ce seront surtout des intellectuels. Les ouvriers ne les suivront pas. Le Parti Communiste ne pourra que gagner à être débarrassé de ces éléments. Si d'une quantité quelconque l'on soustrait une quantité négative, la somme qui sera le résultat de l'opération représentera une quantité supérieure à la première.

Or, qu'il y ait des centristes dans le Parti français, c'est ce que personne ne nie maintenant.

Il ne faut pas confondre les centristes en France avec ce que nous appelons maintenant, dans ce pays, le centre du Parti. Les centristes français, c'est la droite du Parti actuel. Et par centre du Parti, nous entendons la majorité actuelle qui désire sincèrement être communiste et qui, nous en sommes persuadés, formera, avec la gauche, en fin de compte, un Parti Communiste compact.

Mais c'est justement parce que le Parti français se trouve encore dans le stade du « devenir » qu'il faut au noyau communiste de la fermeté, de l'énergie, de la lucidité et de la cohésion. La moindre concession à la droite pourrait considérablement retarder la formation du Parti Communiste français et porter un coup terrible au mouvement français. Et si les dirigeants du centre actuel s'avisent de faire bloc avec la droite contre la gauche — ce qu'ils faisaient encore tout récemment — il est certain qu'ils paralyseraient pour longtemps le Parti français, comme Serrati a paralysé le Parti italien. C'est ce que semble avoir compris le camarade Frossard, qui, dans son rapport sur la Conférence de Moscou, a déclaré qu'après avoir mûrement pesé toutes les circonstances, il ne se déciderait jamais à jouer le rôle du Serrati français. Néanmoins, cela ne veut pas dire qu'il ne surgira pas de Serrati dans le Parti français. Tout ce que nous savons de la politique du camarade Daniel Renoult durant les derniers mois nous fait craindre qu'il ne devienne, s'il persévère dans ses fautes, un Serrati français. Que le camarade Daniel Renoult n'oublie pas que, au début de son conflit avec l'Internationale Communiste, Serrati, lui aussi, essayait de diriger contre cette dernière une critique « de gauche ». Le développement logique de la lutte

a obligé M. Serrati à grouper contre l'Internationale Communiste tous ceux qui étaient mécontents d'elle pour une raison quelconque, les droites comme les « gauches ». Le sort de Serrati est-il si enviable qu'il puisse encore trouver des imitateurs ? Serrati, qui, au sens littéral du mot, a coulé son Parti, est un exemple propre à faire reculer d'horreur tous les camarades sincèrement dévoués au communisme.

Le Parti français ne s'est pas encore débarrassé de tous ses éléments centristes. C'est là qu'est le nœud de la situation actuelle en France. A signaler encore un fait : les traditions anarcho-syndicalistes sont extrêmement vivaces en France. Nous avons alors en quelque sorte un arc dans lequel le centrisme forme un segment de la courbe et les anarcho-syndicalistes l'autre. Combattre les deux déviations, c'est alléger les douleurs de l'enfantement du Parti Communiste français.

Les centristes ne seraient pas des centristes s'ils n'avaient pas à la fois un pied dans chaque camp. Mais nous, communistes, nous devons préférer qu'ils aillent franchement chez nos adversaires.

Le centrisme, en tant que courant international dans le mouvement ouvrier, se décompose à nos yeux. La chose n'a jamais été si évidente qu'elle l'est maintenant. Tandis que le Parti des Indépendants d'Allemagne met tout en œuvre pour entrer dans le gouvernement de coalition bourgeois et est même prêt pour cela à unifier son organisation avec celle des social-démocrates de droite, c'est-à-dire avec les scheidemanner, une rupture est en train de se produire en Italie entre les réformistes et les centristes, parce que ces derniers craignent encore de participer ouvertement à un ministère bourgeois. En somme, le mouvement ouvrier international, comme nous l'avons signalé déjà depuis longtemps, s'est divisé en trois courants : la droite, le centre et le communisme. Il serait plus exact de dire : deux courants et un... marais centriste. Notre tâche à nous, communistes, est de nous écarter du centrisme et de le combattre, dès que nous en remarquons les moindres traces dans notre propre parti. L'Internationale Communiste vous le dit carrément, camarades français. Dans votre Parti, il y a des endroits marécageux. Ne craignez pas de regarder la vérité en face, et vous arriverez bientôt à guérir votre Parti...

L'union de la majorité actuelle (c'est-à-dire du centre du Parti et non des centristes) avec la gauche peut rapidement sauver le Parti français et l'engager dans la voie de la conquête de la majorité du prolétariat ; mais les oscillations du centre actuel vers la droite peuvent, en un temps excessivement court, causer un tort irréparable au Parti.

Le choix n'est pas difficile. Quelques mois de bonne collaboration du centre avec la gauche, quelques efforts décisifs pour mettre la droite dans l'impossibilité de nous nuire et expliquer le sens des événements aux grandes masses ouvrières, un peu d'énergie et de persévérance, et le Parti français deviendra définitivement un Parti Communiste, surmontera, comme l'a fait tout récemment le Parti Communiste allemand, les derniers obstacles et occupera une des places les plus importantes dans la grande famille internationale ouvrière, qui a nom l'Internationale Communiste.

De tout cœur, nous souhaitons à nos amis français de s'engager le plus vite possible dans la voie que nous venons d'indiquer.

G. ZINOVIEV.

# LIBERTÉ ET DISCIPLINE

Le cas de Fabre et du *Journal du Peuple* pose à notre Parti une question importante à laquelle il faut répondre en toute clarté et en toute franchise. Un certain nombre de camarades se sont émus de l'exclusion de Fabre comme d'une atteinte à la « liberté de penser et d'écrire ». Fabre apparaît comme un persécuté, un martyr de la liberté. Le Parti devient une caserne où il est interdit de penser librement ! On comprend l'émotion que cette perspective soulève.

Discutons un peu pour échapper aux sophismes.

Une première distinction s'impose ; elle est fondamentale. Personne ne conteste à Fabre et à d'autres le droit de penser et d'écrire librement toutes les fantaisies qui leur passeront par la tête. Tout citoyen de la libre République Française a le droit de publier ce qu'il pense, même d'éditer un journal, à condition d'avoir, pour exercer cette liberté, l'argent nécessaire.

Mais la question se pose d'une façon moins générale pour nous. Peut-on, à l'intérieur du Parti, jouir d'une entière liberté de penser et d'écrire ? Personne n'est obligé d'être membre du Parti Communiste. On nait Français, on ne choisit pas sa nationalité, mais on choisit son parti : c'est volontairement qu'on y entre. Et, en général, on adhère à un parti parce qu'on est d'accord avec ses principes et son programme, parce qu'on est désireux de travailler et de lutter pour la réalisation de ce programme. Il est donc élémentaire qu'un parti ne puisse tolérer qu'on écrive et qu'on pense contre son programme à l'intérieur même de son organisation. Son droit et son devoir, c'est de dire à ses adversaires : « Combattez-nous, c'est votre droit de libre citoyen : pensez et écrivez librement, mais faites-le hors de notre organisation ! »

Une chose est la liberté de penser et d'écrire dans la République française, une autre chose est le droit de penser et d'écrire librement dans le Parti Communiste.

C'est une même faute que commettent Heine et les fédéralistes de la Fédération de la Seine, qui veulent appliquer le fédéralisme de l'Etat soviétique à l'organisation du Parti Communiste. L'Etat et le Parti ont des rôles bien différents à jouer. On ne peut appliquer au Parti les formes d'organisation de l'Etat, on ne peut revendiquer à l'intérieur du Parti la liberté de penser et d'écrire qu'on exige de l'Etat.

Il y a plus. Celui qui adhère au Parti, qui en devient membre actif, accepte une limitation de sa liberté individuelle ; il devient membre d'une organisation, d'une collectivité en lutte pour un idéal et un programme ; cette qualité de membre impose des obligations.

Celui qui n'est pas complètement d'accord avec le Parti, qui fait certaines réserves sur son programme et ses moyens de lutte, qui redoute ses obligations, a la liberté de rester hors du Parti, d'être un sympathisant. Adhérer au Parti, à l'Internationale, quand on n'est pas d'accord avec ses thèses, pour revendiquer à l'intérieur de l'organisation la liberté de la miner et de la démolir, c'est faire œuvre de mauvaise foi, et le Parti doit rejeter celui qui se glisse dans ses rangs pour remettre en question les principes qui sont à sa base.

Or, Fabre et son journal ont publié de nombreux articles en opposition absolue avec les décisions de l'Internationale et du Parti français

Certes, on ne peut, dans un parti, penser tous de la même manière ; mais il y a un minimum de pensée qui doit être commun, sinon la constitution et la vie du parti sont impossibles. Il faut surtout que les minorités qui se formeront sur chaque question en discussion soient disciplinées aux décisions de l'organisation. C'est aussi élémentaire. La minorité doit avoir toute liberté de discuter avant que le parti fixe sa tactique ou son programme ; mais quand le parti a fixé sa pensée et que celle-ci passe dans le domaine de l'application, il ne saurait admettre que la minorité continue la discussion et jette ainsi le trouble et la confusion dans l'action. La minorité a le devoir de se soumettre par discipline ou de sortir de l'organisation. Sa liberté est limitée par les décisions prises.

Assurément, l'intellectuel, le journaliste, l'avocat, ont peine à comprendre cette limitation de la liberté ; foncièrement individualistes, ils sont peu portés à accepter la discipline de la collectivité. Ils préféreraient un parti qui fût une espèce de club de discussion ; mais l'ouvrier d'usine, qui veut que le Parti Communiste soit une organisation de lutte et d'action révolutionnaire, comprendra beaucoup mieux, parce que, au cours de ses luttes de classe, il a appris ce qu'est la discipline prolétarienne et ce que signifie la liberté.

Au moment de déclencher une grève, il y a presque toujours une minorité hostile à l'action. Elle a la liberté de s'exprimer à l'assemblée du syndicat ou de l'usine, mais lorsque la majorité a voté la grève, lorsque la lutte est engagée, quel est celui qui s'aviserait de revendiquer pour la minorité la liberté de continuer à parler et à écrire contre la grève et pour la liberté de travailler ?

L'ouvrier a flétri celui qui pratique cette liberté des noms les plus méprisants : « jaune », « renard », « kroumir », etc. Pour la conscience ouvrière, il n'y a pas de doute : celui qui n'accepte pas la discipline est un traître.

Il en est de même pour le Parti. Vous me direz : « Il ne s'agit pas pour lui de grève ! » Il s'agit de lutte collective, et la discipline, la limitation de la liberté individuelle est la condition essentielle de toute lutte collective.

Les Partis social-démocrates sont peut-être des clubs de discussion, les Partis Communistes veulent être autre chose ; leur ambition, leur programme est de faire la révolution. Pensez-vous que sa préparation et les luttes qu'elle entraîne soient moins importantes qu'une grève corporative et puisse se passer davantage de la discipline ? Ceux qui connaissent l'histoire de la révolution russe et de toutes les révolutions de l'histoire ont déjà répondu. Ils savent qu'en entrant dans le Parti de la Révolution prolétarienne ils mettent sans réserve et joyeusement leur individualité au service de la collectivité en lutte.

Jules HUMBERT-DROZ

## A NOS AMIS

Depuis le 15 courant les bureaux du Bulletin Communiste sont transférés 142, rue Montmartre (4<sup>e</sup> étage).

Prière à nos correspondants de bien vouloir prendre note de ce nouveau changement d'adresse.

# L'Internationale et le Parti français

(Extraits des Protocoles de l'Exécutif)

## Deuxième discours de Trotsky

(Séance du 19 Mai)

L'Exclusion de Fabre. — Sa signification politique. — Des campagnes anti-communistes. — La besogne de Verfeuil. — Souvarine, phénomène apocalyptique. — Les engagements de Cachin et Renoult. — Un mot de Renoult : « Il faut que l'abcès crève ! » — Les tendances dans le Parti français. — L'absence de Rappoport. — Pour le bloc du centre avec la gauche. — Ce qui rend inévitable la lutte des fractions. — Syndicats et Parti. — La politique d'abdication de Renoult. — La tradition de Jaurès. — Le front unique et la campagne de Renoult. — La Fédération de la Seine et son secrétaire. — Un singulier rapport « Moral ». — L'organisation de l'amour. — Une excellente résolution de la gauche. — Verfeuil et les dissidents. — Le mandarinisme de Méric. — Intolérable campagne de calomnie contre l'Internationale. — Le salut du Parti.

TROTSKY. — Nous avons eu le mandat, — notre Commission — d'élaborer trois documents : une résolution sur le cas Fabre, une déclaration sur le même cas, c'est-à-dire sur l'exclusion de Fabre, de son journal et de ceux qui le soutiendront ; puis, une lettre explicative au Comité Directeur, non destinée à la publication, et qui met au point toutes les questions qui divisent le Comité Directeur de notre Parti français et l'Internationale Communiste.

Vous connaissez la composition de notre Commission. Le Parti français était représenté par trois camarades, même par quatre camarades (Doriot y assistait aussi ; non seulement comme secrétaire, mais il a participé aux travaux) qui n'étaient pas tout à fait d'accord et qui représentaient les tendances existant dans le Parti français.

### L'exclusion de Fabre

La résolution sur l'exclusion.

Il y avait cette objection que le cas de Fabre n'est pas assez important pour tirer « le grand canon ». Cette objection, je dois le dire ici, a été faite par Rappoport, qu'on n'a malheureusement pas réussi à attirer à notre séance, qui a été empêché par des choses, je ne peux pas dire des choses plus importantes, car il n'existe pas pour le moment. — on peut le dire sans exagérer, — dans l'Histoire mondiale, de question plus importante que celle de notre Parti français. Il nous a objecté que mettre Fabre, sa personnalité, son cas au premier plan, cela ne correspond guère aux relations réelles dans le Parti français. Mais la Commission est restée, sur la base de votre mandat, fidèle à ce point de vue que cette question a l'importance la plus grande, et tout ce qui s'est passé dans le Parti français depuis la dernière séance de l'Exécutif démontre que nous avons bien frappé en frappant Fabre et son groupe.

Dans le journal de Fabre vous ne trouvez pas, naturellement, une tendance nettement caractérisée, mais ce que vous y trouvez, c'est un rendez-vous permanent de tous les éléments qui paralysent, qui minent, qui corrompent le Parti Communiste. Qui, c'est une maison de rendez-vous des éléments hostiles au communisme et, qui se couvrent du drapeau communiste. Chose qu'on ne peut tolérer.

Vous y trouvez des articles d'un Verdier, hier membre de notre Parti, qui a quitté le Parti sans claquer la porte, car personne en dehors d'un petit cercle ne le sait. Mais le Parti ne l'a pas chassé. Cet homme écrit dans le journal de Fabre des articles où il dit, par

exemple, que l'Internationale Communiste est morte pour avoir mal vécu, et avec des allusions à certaines méthodes de guérir les maladies secrètes, etc. Ce Verdier a représenté jusqu'à présent la tendance officielle du Parti dans les syndicats, il a parlé comme communiste dans les syndicats, il a été toléré et protégé dans les syndicats comme communiste par le Comité Directeur et sa politique officielle.

Vous y trouvez des articles de Besnard et d'autres petits-bourgeois anarchisants, syndicalisants, tout à fait hostiles, sur un ton qui ressemble à celui que nous employons, par exemple, dans nos polémiques contre les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks.

### Le phénomène apocalyptique

Même après la session plénière de l'Exécutif, nous y trouvons un camarade plus poli et plus modéré, mais qui n'a quitté ni le Parti, ni le Comité Directeur : c'est Verfeuil, qui y écrit bien souvent, qui explique les décisions de l'Internationale dans le journal de Fabre, pourtant exclu en principe par l'Internationale Communiste, d'accord avec la délégation française. Après cette session plénière, un membre du Comité Directeur, Verfeuil, écrit dans ce journal, par exemple, que la réintégration des quatre camarades au Comité Directeur est une décision vraiment maléficiente, prise seulement pour satisfaire quelques ambitions personnelles. On donne là-bas toujours l'impression que c'est notre camarade Souvarine, — il faut mettre les points sur les i, — que c'est notre camarade Souvarine qui est ici le phénomène, comme je le disais à la Commission, apocalyptique... (Rires)..., ayant une influence mystérieuse insurmontable, qui nous domine tous, qui domine l'Exécutif, qui nous trompe, qui nous mène vers ses buts personnels ! Voilà l'explication que l'on donne et répand en France, avec cette atténuation qu'on ne nomme pas toujours, qu'on dit ; la personnalité connue, le personnage connu, etc. (Rires.)

Cette explication est donnée dans le journal de Fabre. Et vous ne trouvez jamais un seul mot, ni dans l'Humanité, ni dans l'Internationale, pour donner les vraies raisons et pour rappeler Verfeuil à l'ordre. (Ce serait le minimum que le rappeler à l'ordre). Non, on ne dit rien, parce que le camarade Daniel Renoult, qui avait cependant pris ses engagements ici, a d'autres chats à fouetter. Il a à polémiquer contre l'Internationale Communiste sur le front unique. Alors, il n'a pas le loisir d'expliquer les questions les plus importantes pour la vie du Parti aux ouvriers français.

## Un point mathématique

J'ai ici une documentation assez abondante sur le journal de Fabre pendant la dernière période. Nous avons aussi reçu communication d'une lettre de Cachin qui dit que Fabre a pris la défense des socialistes-révolutionnaires, dans notre conflit actuel qui, comme vous le savez, n'est plus un conflit de principes et de théories, mais un conflit de fusils et de canons. Ainsi, il a pris parti dans ce conflit pour les S. R. et l'on nous dit : vous tirez avec un trop grand canon. Oui, naturellement, si l'on n'envisage que Fabre personnellement, mais je crois que personne ici n'exagère son importance. Nous avons visé le point mathématique où se croisent toutes les tendances nettement hostiles au communisme. Oui, le point mathématique.

Pour Fabre, il est tout à fait égal d'utiliser Verfeuil, qui est un réformiste dans le sens de la 2<sup>e</sup> Internationale, ou Verdier, qui est anarchisant, ou un troisième, qui est de l'extrême-gauche, ou Méric, dont la définition politique m'échappe... (Rires)..., mais qui est plutôt un ironiste de la politique. Pour Fabre, cela est tout à fait égal. Il s'agit de combattre, de saper, de miner, de corrompre le Parti Communiste. C'est un agent de la bourgeoisie dans le Parti.

En le frappant, nous avons en même temps frappé tous ces éléments qui tendent vers cette coalition des forces hostiles au Parti, et ils ont répondu par un écho : « Nous sommes ici. »

Notre décision dit que l'exclusion de Fabre, ce n'est que le commencement, et que tous les éléments qui l'auront soutenu seront exclus du Parti s'ils veulent eux-mêmes donner signe de vie. Ils le font. Ils seront frappés par le même coup.

## L'engagement de la délégation française

Vous savez que la délégation française a pris un engagement d'une grande importance politique. Tout le monde ici a compris cet engagement dans le sens qu'on se rend compte d'avoir trop toléré ces éléments, d'avoir fait le bloc du centre et de la droite liée à Fabre, qu'il faut en finir avec cette politique néfaste et qu'il y aura dans l'avenir le bloc du centre du Parti (je ne dis pas la tendance centriste) avec la gauche, que le bloc de ces deux tendances fera la physionomie du Parti.

On attendait ce résultat, et non pas des choses de pure forme, des choses juridiques pour ne pas dire équivoques, pas un renvoi formel devant une Commission de contrôle. Naturellement cette Commission est nécessaire pour des questions de moralité, de subordination, etc... Mais quand il s'agit de jeter hors du Parti les éléments qui font la guerre au Parti, il faut faire la guerre. La guerre jusqu'au bout à ces éléments. Il faut expliquer des principes fondamentaux dans la presse. Or, vous n'y trouvez rien. La seule explication que vous trouvez, c'est dans le journal de Fabre, l'explication qu'il y a des motifs personnels ou des « ukazes » de Moscou.

En plus de la décision d'exclusion, il y a la déclaration, qui a été écrite par les camarades français, en première ligne par le camarade Sellier, et qui a été adoptée unanimement par notre Commission. Enfin, il y a la lettre.

La lettre n'est pas destinée à la publication. C'est une tentative, je pourrais dire la suprême tentative. Je nous expliquer avec le Comité Directeur du Parti, pour nous comprendre et pour définir la voie et les responsabilités à prendre.

## Un article de Renoult

Camarades, voici un article de Daniel Renoult, avec qui nous avons collaboré ici tout à fait amicalement à la session plénière de l'Exécutif, un article intitulé : *Contre le désarmement révolutionnaire*, c'est-à-dire contre le front unique. Daniel Renoult ne trouve en France, dans le Parti français, pour le moment, pas d'autre besoin que de défendre contre l'Internationale Communiste la résolution de s'opposer au « désarmement révolutionnaire ». Il est contre le « désarmement révolutionnaire » que nous voulons provoquer, nous, l'Internationale Communiste !

Dans cet article, il dit :

*Le Conseil National de notre Parti vient à peine de clore ses travaux, et la polémique, pour et contre le front unique, reprend de plus belle. Ne nous en plaignons pas, il faut que l'abcès creve ; l'affaire doit être liquidée à fond.*  
(Exclamations.)

On accuse parfois Boukharine d'employer des termes un peu vifs. Or, ce n'est pas Boukharine, ce n'est pas moi qui disons : « Il faut que l'abcès creve. » Mais nous ne nous en plaignons pas, et je crois, pour ma part, que l'Internationale Communiste peut reprendre à son compte l'expression. On peut mettre cette phrase en épigraphe de nos discussions.

(Interruption). — BOUKHARINE. — Très bien !

TROTSKY. — Il faut que l'abcès creve ! Oui, car on ne peut pas tolérer la continuation d'une situation pareille où Daniel Renoult cite ou permet de citer par Victor Méric, dans l'Internationale qu'il dirige, les choses les plus inadmissibles publiées dans le *Journal du Peuple*, que nous avons exclu ! Il les cite avec sympathie, c'est-à-dire il les laisse citer par Victor Méric ! En même temps, le même directeur de l'Internationale dit : « Il y a un abcès » qui est représenté par nos idées, par notre tactique du front unique, « il faut qu'il creve ». Et c'est lui qui s'arme d'une lancette pour le faire crever.

Or, je crois que de notre côté, nous n'avons pas à nous opposer à ce que la lutte soit poussée à fond, et c'est le moment.

En tant qu'il s'agit de nos relations avec le Parti français (parce que je parle de notre lettre au Comité Directeur), il y a des questions de forme, le côté formel, juridique. Et il y a le fond.

## La tendance du centre

Le fond, comme je l'ai déjà signalé, consiste en ce que dans le Comité Directeur il y a trois tendances. Elles ne sont pas très caractérisées, pas tout à fait déterminées, surtout la tendance du centre qui se manifeste bien souvent par l'absence, comme par exemple notre cher camarade Rappoport aujourd'hui... (Rires)... qui appartient aussi à la même tendance.

(Interruptions). — BOUKHARINE, ZINOVIEV. — Très bien !

TROTSKY. — Alors, qu'est-ce que nous voulons ? Nous voulons l'accord fraternel, cordial entre ce centre qui est nécessaire au mouvement ouvrier en France, ce centre représenté par nos camarades Frossard, Cachin, pour le personifier, n'est-ce pas, et la gauche personifiée par les éléments qui ont guidé le Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale en France. Voilà les tendances qui ont une importance.

Nous voulons la collaboration de la tendance de Frossard et Cachin qui représentent pour le moment le gros du Parti, avec la tendance de la gauche qui est plus définie, plus déterminée, nous voulons leur liaison vraiment organique, et, si vous voulez, chimique. Et ce sera l'évolution la plus saine du Parti, sans grandes secousses et sans grandes scissions. Et si Fabre entraîne avec lui quelques éléments, nous n'aurons qu'à nous féliciter. Voilà tout ! Le grand bloc du Parti restera sain et saut.

Tel est le but que nous avons toujours voulu atteindre par nos explications avec la délégation française, par nos lettres au Comité Directeur, par les résolutions de nos Congrès et de la dernière session plénière.

## Pourquoi s'est créée la gauche

Or, le résultat a toujours été celui-ci : on a toujours abouti à un accord formel. Les résolutions furent votées presque toujours unanimement, à la seule exception du front unique. Puis, on ne voit en France que la droite qui, dans le *Journal du Peuple* et même dans l'Internationale, même dans l'Humanité, interprète ces résolutions avec véhémence contre nous. On attend toujours avec espoir, et l'on a ensuite une désillusion. L'explication, la réponse du centre, on ne la voit jamais. Et après, l'aile gauche apparaît, d'une manière tardive, ce qui est aussi déterminé par les circonstances. Et l'on a l'impression d'une renaissance des fractions dans le Parti Communiste.

Nous avons, comme vous le savez, blâmé, d'une manière très amicale, mais tout de même blâmé, la démission des quatre camarades du Comité Directeur. Nous avons, au nom de l'Internationale, proclamé : pas de fractions dans le Parti Communiste français. Nous voulons entendre la voix, nous voulons connaître la volonté du Parti, et le Parti pour nous, c'est le centre et la gauche réunis. Mais, naturellement, si le bloc, qui est dicté par la nécessité historique, par les intérêts du prolétariat, n'est pas réalisé (et n'est pas réalisé en tant que nous pouvons apprécier les causes, par le manque de volonté, par le manque de bonne volonté du centre du Parti), alors les éléments de la renaissance d'une fraction de gauche sont donnés. Voilà le danger qui menace maintenant l'avenir du Parti Communiste français.

## Le Parti et les Syndicats

La question des syndicats, la plus importante. Nous avons dit, en plein accord avec les camarades français : la question syndicale, c'est la question de la classe ouvrière. Les rapports entre le Parti Communiste et les syndicats, c'est la question de la Révolution française.

Que voyons-nous ?

Nous voyons toujours la même tactique, maintenant proclamée comme doctrine par Frossard. Le Congrès de Marseille, dans sa résolution, a promis, — on peut le dire, a promis, — a proclamé une nouvelle ère, une nouvelle étape dans la politique de notre Parti français envers les syndicats. Il a dit d'une manière très atténuée, trop atténuée même : pas d'autonomie pour les communistes dans les syndicats. Autonomie syndicale naturellement, mais pas l'autonomie pour les communistes dans les syndicats.

A Moscou, pendant la session plénière de l'Exécutif, nous avons formulé sur cette question une thèse qui est encore plus précise que celle du Congrès de Marseille, mais avec le plein consentement de nos camarades français.

Ceux-ci ont dit : « Attendez un peu, nous allons maintenant marcher plus résolument dans cette voie. »

Nous voyons le contraire.

Il y a dans la C. G. T. une collaboration des communistes et des syndicalistes, collaboration où les syndicalistes, surtout les libertaires étaient plus, — je ne puis pas dire courageux, — mais plus indépendants et plus criards surtout que les nôtres, qui étaient toujours très réservés. Tout de même, on remarquait dans les syndicats qu'il y avait des communistes.

Depuis que la scission est un fait accompli, qu'il y a deux Confédérations Générales du Travail, on ne voit pas dans le mouvement syndical de Parti Communiste. Il ne reste que les syndicalistes anarchisants et les anarchistes purs qui proclament que le syndicalisme n'a rien à faire avec le Parti, que l'Internationale Communiste est tout à fait compromise, qu'elle a vécu, qu'elle est morte de cette maladie dont parle Verdier, que le syndicalisme révolutionnaire se suffit. Et, d'autre part, nous voyons Daniel Renoult et Frossard qui acceptent cette tendance et qui la sanctionnent.

## L'effacement du Parti

Renoult par exemple, dans l'*Humanité* du 13 avril, dit que pour la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai, le Parti se rangera à l'initiative de la C. G. T. U. et qu'il lui donnera son concours « sans réserves ».

Ainsi, lorsqu'il s'agit de se présenter devant la classe ouvrière française avec sa physionomie communiste, avec son drapeau, avec son mot d'ordre, on dit : « Notre tâche, comme communistes, c'est de prêter notre concours sans réserves aux syndicalistes-révolutionnaires », c'est-à-dire aux anarchistes, parce que, tant que nous sommes sur la réserve, ou « sans réserves » comme dit Renoult, ce qui revient au même n'est-ce pas, les anarchistes deviennent toujours plus arrogants. Et à cela, Frossard ajoute : « Mais ce n'est pas autre chose que la tradition de Jaurès, c'est la politique habile et prévoyante de Jaurès que nous continuons maintenant. » Il le dit dans son article du 13 avril.

Comme nous sommes accusés toujours de ne citer

que des fragments d'articles, je ne puis qu'inviter tous les camarades, qui ne l'ont pas encore fait, à lire tous les textes, — parce qu'on ne peut pas me demander de citer les articles tout entiers.

Ainsi, un grand pas a été fait en arrière dans la question du syndicalisme français. Un grand pas en arrière aussi dans l'action. On n'ose pas se présenter devant la classe ouvrière avec le drapeau communiste, on se cache derrière le syndicalisme. Un grand pas en arrière aussi dans la doctrine, puisque maintenant on ne se prononce plus sur les thèses du communisme, on se couvre des traditions de Jaurès, du jauréisme, tradition qui n'est pas la nôtre.

(Interruptions nombreuses). — Très bien !

Nous connaissons très bien Jaurès, son importance, sa personnalité d'un grand génie historique, ses côtés forts. Mais nous connaissons aussi ses faiblesses, ses grandes faiblesses. Sa conception du mouvement syndical était tout à fait démocratique-parlementaire et pas révolutionnaire, et si l'on continue cette tradition dans le mouvement français, c'est la mort du Parti Communiste en France.

(Interruptions nombreuses). — Très bien !

## Le front unique

On pourrait croire, camarades, que maintenant en France, il n'y a pas d'autres questions que celle du front unique. Tout est mobilisé contre le front unique en France, tout est mobilisé dans le Parti Communiste français.

Or, c'est en effet une question d'une grande importance, — mais cette question, comme l'a dit le camarade Zinoviev au commencement, n'est qu'une étape d'une grande lutte pour conquérir la masse. La question est de conquérir la masse par le front unique.

N'oubliez pas, camarades de France et d'ailleurs, qu'il ne s'agit pas seulement de distribuer des journaux, des cartes dans certains milieux ouvriers. Il s'agit de conquérir l'âme du prolétariat français de toutes les manières.

Aujourd'hui, nous envoyons des camarades à la Commission de Berlin, demain nous les retirons, après-demain nous les réintégrons. Ce sont des manœuvres de tactique nécessaires qui sont justes au moment où elles sont faites pour conquérir l'âme de la classe ouvrière.

Naturellement, cette grande question de conquérir la masse, c'est la seule grande question qui importe, mais ses formes d'aujourd'hui et de demain sont des choses secondaires. On peut discuter si l'on doit poser un ultimatum demain ou après-demain, s'il faut retirer ou réintégrer nos délégués, etc., ce sont des questions secondaires. Mais non, en France, on n'a rien d'autre à faire qu'à s'occuper du voyage du camarade Frossard à Berlin, comme si c'était une question fondamentale. Daniel Renoult veut sauver l'Internationale contre le « désarmement révolutionnaire » proposé par nous, quoique il oublie de polémiquer contre Ploch, contre Méric, contre d'autres pacifistes tolstoïens et chrétiens qui proposent le désarmement réel de la Révolution. Mais il y a l'Internationale Communiste qui propose le « désarmement révolutionnaire », il l'attaque.

## Le nettoyage du Parti

Eh bien ! je dis que si l'on pouvait, pour un mois ou deux, rayer la question, faire une croix sur la question du front unique dans ce sens secondaire, ce serait très bien, parce que si c'est une question très importante, cela l'est dans les pays où le Parti est constitué, de telle sorte qu'il peut agir, manœuvrer, se présenter devant la masse. Dans ce cas, il vaut la peine de discuter la question : faut-il faire ceci ou cela. Mais en France, au moment où nous sommes attaqués par une partie du Comité Directeur, où la majorité du Comité Directeur n'ose pas se prononcer, où la gauche du Comité Directeur commence seulement à se prononcer, la question la plus importante est la lutte des fractions.

Discuter la question secondaire au lieu de faire le nettoyage radical et fondamental du Parti, nous incite

à crier à notre Parti français : « Camarades, laissez les discussions sur le front unique : 1° Parce que, pour l'Internationale, la question est déjà résolue ; 2° parce que vous n'avez pas encore créé l'instrument avec lequel vous pourriez entamer cette question. Vous n'avez pas fait de votre Parti une organisation qui ait la possibilité de réaliser les décisions que vous prenez, les engagements que vous acceptez ! »

Plus on lit ces articles de Renoult et des autres, plus on a l'impression que la question du front unique sert, comme on dit en France, de soupape de sûreté. On laisse s'évaporer le sentiment révolutionnaire de la masse ouvrière du Parti qui sent un certain malaise dans le Parti et comprend qu'il y a quelque chose qu'il faut réparer, on laisse ce sentiment s'évaporer par cette soupape de sûreté, la lutte contre le front unique. Et cela à un moment sur lequel je voudrais attirer votre attention.

## L'opportunisme de Renoult

Tchitchérine a proposé à Gênes le désarmement, ainsi que vous le savez. Tout le monde a applaudi. Or, nous ne sommes pas des pacifistes, vous le savez aussi. Mais, en France, nous avons contenté tout le monde, socialistes et communistes. Naturellement, les communistes vraiment révolutionnaires ont compris notre politique et ont applaudi. Les pacifistes comme Renoult et d'autres ont applaudi parce que nous avons contenté leurs sentiments, leurs aspirations pacifistes. Ils ont dit : « Les bolcheviks ont démasqué Barthou. » C'est Renoult qui le dit. Renoult ce n'est pas Fabre, c'est un opportuniste, un réformiste sincère et honnête. On a démasqué Barthou, c'est très bien.

Naturellement, Tchitchérine, qui est membre de notre Parti, a mené là-bas son affaire, son métier, selon les ordres de notre Comité Central.

En même temps, à Berlin, Radek et Frossard ont dit aux pacifistes français et aux longuetistes, à Vandervelde : « Est-ce que vous êtes prêts à combattre pour le désarmement, vous aussi ? » Or, les mêmes gens qui ont applaudi à la proposition de Tchitchérine disent en France : « Non, non, la politique menée par les communistes à la Commission de Berlin est contre le communisme, c'est le désarmement révolutionnaire, c'est le front unique. »

Au moment où Tchitchérine déclare à Gênes aux représentants de tous les Etats bourgeois : « Nous proposons le désarmement », Frossard et Radek demandent à Berlin, aux soi-disant pacifistes : « Etes-vous pour le désarmement ? » Devant la classe ouvrière, c'est un spectacle d'une formidable importance. Au Comité Directeur du Parti français, on ne comprend pas. On ne veut pas comprendre. Oui, je dis qu'on ne veut pas comprendre.

Naturellement, Verfeuil et autres pacifistes ont un intérêt à voir démasquer Barthou. Cela sert la lutte parlementaire contre Barthou. C'est la préparation du bloc des gauches en France. Mais quand nous posons la question suivante aux socialistes ouvertement : « Eh bien ! vous êtes pour le désarmement ? Qu'est-ce que vous proposez ? Etes-vous pour l'action pour le désarmement ? Nous, nous sommes pour l'action », nous démasquons les pacifistes. En posant cette question à Berlin, on démasque les pacifistes dans le socialisme.

Or, les pacifistes du Parti Communiste français sont pour qu'on démasque Barthou, mais ne veulent pas qu'on les démasque, eux, dans le Parti. Voilà pourquoi la question du front unique se présente à eux comme un « désarmement révolutionnaire », parce qu'on les désarme, eux, les pacifistes, dans le Parti !

(Interruption). — BOUKHARINE. — Très bien !

## L'organisation du Parti

TROTSKY. — La question de l'organisation.

C'est d'abord une question d'oligarchie, car nous préconisons, parait-il, Moscou préconise l'oligarchie, le centralisme.

Que voyons-nous dans les syndicats français ? Nous voyons des groupements de syndicalistes-révolution-

naires, soi-disant révolutionnaires en bloc avec les anarchistes.

Quel est leur programme ? On se réclame de la Charte d'Amiens, qui ne donne pas de réponse aux questions brûlantes du moment. On se réclame de noms. Les syndicalistes-révolutionnaires répondent à tout. Cela suffit.

Qui contrôle ces groupements ? Il n'y a pas d'organisation qui les contrôle.

Les syndicats sont l'organisation de la grande masse, où doivent entrer les ouvriers sans distinction de partis, de tendances, de religions, etc.

Mais qui, jusqu'à ce jour, gouverne ces syndicats ? Ce sont les éléments anarchistes, libertaires, syndicalistes-révolutionnaires. Sous quel contrôle sont ces éléments ? Ils forment un parti qui est une coterie parce qu'il n'a pas de programme, pas d'organisation, de statuts, de contrôle. On ne peut pas nier que c'est un parti qui est créé, que je pourrais comparer à des organisations capitalistes d'Amérique, qui sont des machines plus ou moins secrètes, qui s'emparent de la machine électorale, qui s'imposent.

De même, les éléments syndicalistes-révolutionnaires et anarchistes s'imposent dans le mouvement ouvrier en France.

Quant au Parti, il ne se présente pas devant les syndicats. Le Parti ne se présente pas, il dit : « Ce n'est pas mon affaire. Ce n'est pas mon domaine. » Et ce domaine reste libre pour les concurrents politiques. Ces concurrents, ce sont les syndicalistes-révolutionnaires et anarchistes, qui sont assez habiles à manœuvrer dans ce milieu, à exploiter ce sentiment d'autonomie très répandu en France. En France, on exige toutes les autonomies ! Des syndicats, de la province, de la presse, l'autonomie de Fabre d'empoisonner le Parti, etc.

Donc, anarchistes et anarchisants se sont emparés de la situation. Ils ne forment pas un parti, mais une coterie. Je dis que les syndicats français sont actuellement dirigés par une coterie.

Et dans le Parti, nous constatons des faits qui sont des symptômes seulement, mais des symptômes très dangereux du même ordre.

## Un étrange rapport « moral »

Prenons la Fédération de la Seine, la plus puissante. Elle se réclame de l'extrême-gauche. Son secrétaire est Georges Pioch..., qui est un poète, qui a ses qualités excellentes. Je l'ai suivi pendant la guerre, où il a fait des vers très agréables pendant l'épidémie chauviniste. Je lisais avec plaisir ces vers...

Mais, camarades, qu'il représente la Fédération la plus grande et la plus influente de notre Parti français, est-ce que ce n'est pas un symptôme très inquiétant ? Et la Fédération qui se prétend d'extrême-gauche ?

Pioch, le secrétaire, a fait un « rapport moral » dont j'ai ici le texte. Je l'ai lu avec attention et je voudrais le soumettre à l'attention de tout le monde, le rapport moral du secrétaire de la Fédération la plus importante, où il est dit que notre Parti doit être... Je cite : « Le Communisme, c'est la forme organisée et pacifique de l'Amour... » (Rires prolongés)... Il faut « une organisation méthodique de conférences où, non seulement le Communisme sera présent et honoré, mais aussi l'Humanisme, si nécessaire à l'amélioration du caractère des citoyens... » (Rires)...

Où, et tout dans le même sens ! Je pourrais faire encore beaucoup de citations. Ainsi, c'est l'« esprit de guerre qui a survécu dans notre Parti », c'est pour cela qu'on s'y querelle. Quand on accuse Pioch de pacifisme, il appelle cela « se quereller » avec lui ! Ce sont là des survivances de l'esprit de guerre bourgeois, et il faut que le Parti devienne vraiment la grande amitié, la grande fraternité, etc., etc., car le communisme : « C'est la forme organisée et pacifique de l'amour... » (Rires prolongés)...

Mais, camarades, vous savez, c'est tout de même un document officiel que je cite, ce n'est pas un poème de guerre, c'est signé : le Secrétaire Fédéral, Georges Pioch, 12 mars 1922 ! Il n'y a pas un siècle que cette chose a été écrite ! Alors, on se sent vraiment « désarmé révolutionnairement... » (Rires)... pour employer l'expression de Daniel Renoult, quand on voit des

choses pareilles. Cela a été présenté, discuté et adopté au mois de mai. Voilà la situation dans la Fédération de la Seine.

## Une excellente résolution de la gauche

Et que fait notre camarade Frossard ?

Il écrit une lettre à la Fédération, une lettre où il dit que nous connaissons le travail infatigable de notre ami Pioch, son éloquence, etc... Oui, il est très éloquent, surtout quand il parle de l'organisation de l'amour... (Rires)...

Eh bien ! je vous le demande : le secrétaire général du Parti peut-il soutenir le secrétaire de la Fédération, qui se présente avec un document pareil ?

D'un autre côté, voici une déclaration, une résolution de l'opposition à ce « rapport moral ». Ce document est excellent. Il y a quelques explications historiques que je ne partage pas, mais le document est excellent. Il est signé par beaucoup de camarades dont je citerai quelques noms qui nous sont connus : Marthe Bigot, Amédée Dunois, Godonnèche, Ker, Lorient, Mercier, Reynaud, Trentin qui était récemment ici, Rosmer, Tommasi, Vaillant-Couturier. Voilà les camarades qui ont signé cette protestation vigoureuse.

Notre camarade Frossard soutient expressément Pioch, s'excuse de ne pouvoir assister au Congrès, mais il le soutient dans une lettre qui est une lettre politique.

Et cette Fédération d'extrême-gauche, représentée par ce secrétaire et pas contrôlée par une tendance déterminée du Comité Directeur, après une discussion bien confuse, vote la confiance à Pioch. Et l'opposition, dont je vous ai cité quelques noms, reste opposition, reste minorité.

Or, je vous demande, camarades : est-ce que nous sommes avec Pioch, avec la Fédération de la Seine telle qu'elle est représentée par Pioch (parce qu'elle vaut beaucoup mieux que son représentant, elle a un avenir excellent, la Fédération de la Seine, même si elle est momentanément représentée ainsi), est-ce que nous sommes pour la manière de procéder de notre camarade Frossard qui a soutenu Pioch ? Non, je dis que nous sommes, que pour ma part, je suis tout à fait avec l'opposition, avec nos camarades : Marthe Bigot, Dunois, Godonnèche, Ker, Lorient, Mercier, Reynaud, Trentin, Rosmer, Tommasi, Vaillant-Couturier.

On peut dire, et on le dira sans doute : « Mais c'est le commencement d'une fraction. » Oui, et c'est un danger, le plus grand danger même d'une scission possible. Mais comment peut-on sauver le Parti de cette scission ? Naturellement en appelant de toute notre énergie le centre du Parti à suivre l'attitude préconisée par les Congrès internationaux et par la séance plénière de l'Exécutif.

## Les amis des dissidents

Je vous ai parlé de ce bloc nécessaire et salutaire que nous préconisons, du centre avec la gauche. Mais voilà Raoul Verfeuil qui parle un peu discrètement, mais tout de même assez nettement, d'un « regroupement dans le mouvement français ». Le sens est à peu près celui-ci : il y a lutte de tendances dans le Parti socialiste, lutte entre les longuetistes et les renaudelistes ; et Verfeuil, dans sa naïveté, dit : « L'Internationale nous pousse au front unique, à la « liaison organique », non seulement avec Longuet, mais aussi avec Renaudel ; moi, Verfeuil, je n'accepte qu'avec Longuet ! » Il veut bien nous suivre, seulement jusqu'à une certaine étape : il accepte la « liaison organique » avec Longuet, mais pas avec Renaudel ! Il laisse entendre que Longuet est de la même opinion, qu'ils se rencontreront. Ainsi on prépare l'isolement de l'aile gauche du Parti.

Naturellement, on a commencé dans le domaine des idées, puis l'on continuera dans celui de l'organisation : isolement de l'aile gauche, et non seulement le bloc du centre avec la droite d'aujourd'hui, mais aussi avec les longuetistes ! L'isolement de l'aile gauche serait la condition préalable à la reconstitution de l'ancienne unité. Peut-être moins Renaudel, peut-être moins Albert Thomas. Verfeuil ne parle pas de Renaudel, mais seulement d'Albert Thomas. L'Internationale le pousse vers Albert Thomas ! Il ne veut pas accepter Albert Thomas !

Camarades, maintenant la situation est posée très nettement en France, très nettement. Il y a deux possibilités de bloc : le centre avec la gauche ou le centre avec la droite, celle-ci déjà alliée aux longuetistes.

## La presse du Parti

Tandis que ce travail de préparation est fait avec énergie, vous ne trouvez pas dans la presse du Parti la conception de l'Internationale. L'Humanité, l'organe puissant du mouvement ouvrier, l'Internationale, ne relèvent pas la pensée communiste dans les questions les plus brûlantes. Vous ne trouvez dans l'Humanité que des attaques contre le front unique.

Puis, quand la question est décidée et que Rosmer ose écrire deux ou trois articles, voilà Victor Méric qui demande : « Quel droit a Rosmer d'écrire, de citer, de censurer puisqu'il n'est ni rédacteur, ni directeur, ni leader ? »

Le camarade Rosmer, que nous connaissons très bien, dans son énergie et sa modestie personnelle, répond : « Oui, je ne suis qu'un simple militant du Parti, mais puisque j'ai quelque chose à dire, je frappe à la porte de mon journal. Si vous n'êtes pas d'accord, jetez mon article au panier, mais faut-il un mandat spécial pour se prononcer ? C'est du mandarinisme ! Il y a donc des mandarins comme Victor Méric, par exemple, qui réclament des certificats spéciaux de leaders. Il y a une certaine mentalité, une certaine psychologie qui est créée pour faire des articles de tête ! Et Victor Méric demande : « Est-ce que tu es créé pour le métier ? Tu n'as pas de certificat ! »

Nous avons demandé, dans notre lettre, que cette polémique acharnée contre l'Internationale, contre ses décisions soit arrêtée. On nous a dit : « Nous acceptons par discipline le front unique. Mais qu'est-ce que cela veut dire ? »

Accepter par discipline, cela veut dire : attaquer, chaque jour, avec acharnement dans l'Humanité. Et quand on envoie Frossard, par exemple, à Berlin, c'est « exceptionnellement ».

Alors, comme règle, on attaque l'Internationale. Comme exception on applique sa résolution. Et on appelle cela discipline d'action.

Et pour la bonne bouche, il faut revenir, n'est-ce pas, au fait qu'on nous dit toujours : l'Internationale est mal informée. Nous sommes mal informés ! Nous n'avons que des bouts d'articles, des citations préparées par le personnage diabolique très connu... (Rires)...

(Interruption). — SELLIER. — C'est exact.

TROTSKY. — Comment ?...

SELLIER. — Il est exact que vous n'avez que des articles de journaux pour vous renseigner, et vous allez voir combien c'est insuffisant pour juger de la vie du Parti français. J'y reviendrai tout à l'heure.

TROTSKY. — Mon cher camarade Sellier, il ne s'agit pas de la vie du Parti français. Il s'agit de la conduite du Comité Directeur du Parti français. (Tres bien !)

## Les informations de l'Exécutif

Dans le Parti Communiste français, nous avons des milliers d'éléments excellents sur lesquels nous pouvons toujours compter pour la Révolution sociale. Nous en sommes sûrs. Mais en ce qui concerne la vie intérieure du Parti, nous disons que ces ouvriers français sont dignes d'une conduite plus ferme, plus énergique et plus représentative. En ce qui concerne la doctrine communiste, nous disons, et ce n'est pas une question secondaire : « Est-ce que le prolétariat français et son Parti ont une conduite réglée selon les thèses, les statuts de l'Internationale, ou non ? Nous répétons que cette question est la plus importante de la vie politique mondiale d'aujourd'hui ! »

Or, on dit que nous sommes mal informés. Camarades, en France, on juge l'attitude de nos camarades allemands en Saxe. Méric et Renoult, d'autres aussi, croient que c'est le désarmement révolutionnaire. Verfeuil écrit dans un article que nous avons commis en Russie beaucoup de fautes gouvernementales. Ce qui est tout à fait juste ! Et que nous sommes tout à fait capables de commettre des fautes politiques dans l'Internationale aussi. C'est juste encore ! Ainsi, nous nous jugeons réciproquement, et je crois que nous ne

sciences pas le Parti le plus mal informé de l'Internationale puisque nous avons ici, à Moscou, la possibilité d'avoir des séances comme celles-ci avec la présence de nos camarades français. Pendant les Congrès, les résolutions ont toujours été votées en accord avec les camarades français, à la seule exception du front unique. Mais on persiste à nous dire : vous êtes mal informés, vous ne lisez pas nos articles (c'est surtout Victor Méric qui dit cela, mais d'autres aussi), vous ne lisez que de petites citations... On crée en France la légende de l'Internationale infallible, une sorte de théorie d'une monarchie constitutionnelle, où le monarque est infallible naturellement, mais mal informé, mal conseillé ! Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que le roi est assez primaire et bête, qu'il est bon et plein de bonne volonté, mais qu'il est mal informé et qu'il est tellement naïf qu'il ne peut pas distinguer une information complète d'une information incomplète. On lui prépare une citation, on lui montre une résolution, il signe et c'est tout !... (Rires)...

(Interruption). — BOUKHARINE, — Souvarine-Raspoutine !... (Rires)...

TROTSKY. — Mais, camarades... (Interruption). — SOUVARINE. — Le plus drôle est qu'on a écrit et imprimé très sérieusement en toutes lettres ce mot-là...

TROTSKY. — Mais, camarades, on ne peut pas tout de même continuer à présenter aux ouvriers français la question de cette manière !

### Le bloc centre-gauche

Il y a dans le Parti Communiste, c'est-à-dire dans cette portion du Parti qui comprend les éléments dirigeants, les éléments les plus mûrs, il y a des éléments d'origines différentes. Il y a des éléments excellents, qui ont passé par la 2<sup>e</sup> Internationale, qui ont une éducation politique, une certaine expérience politique, ce qui est très nécessaire au mouvement ouvrier. Il y a des éléments plus jeunes aussi, des chefs, des leaders, des propagandistes qui n'ont pas encore toutes ces aptitudes, cette expérience.

C'est pourquoi l'Internationale a agi raisonnablement, très justement, en employant tous ses efforts pour garder dans le nouveau Parti Communiste les éléments déjà mûrs, éduqués par la seconde internationale. Quand eurent lieu, par exemple, les conflits avec Serrati, on se posa deux fois, trois fois, dix fois la question : il faut marcher prudemment, Serrati représente quelque chose, une certaine tradition, il y a autour de lui des éléments très utiles. Sans Serrati, c'est la scission, qui peut être très nuisible au mouvement, il faut lui faire des concessions, etc., etc...

Même question en Allemagne avec Lévi. Même question en Tchéco-Slovaquie avec Smeral. Vous savez que les résultats ont été différents dans les différents partis. Nous avons abouti à différents résultats.

En Italie, ce fut la scission, dont notre Parti est sorti comme minorité. Mais maintenant j'espère qu'il est bien en train de devenir la grande majorité de la classe ouvrière italienne.

En Allemagne, c'est Lévi qui est sorti avec un petit groupement d'intellectuels et le Parti Communiste est resté majorité de l'ancien Parti Communiste après la scission.

En Tchéco-Slovaquie, nous avons gardé pour le mouvement communiste Smeral et les éléments qui sont les plus proches de lui idéologiquement, et je crois que ce fait que Smeral est resté avec nous est un grand profit pour le mouvement communiste en Tchéco-Slovaquie.

### Perspectives d'avenir

Ainsi, il y a différentes modalités et possibilités. Nous courons le danger que dans un pays ou dans l'autre la scission se produise sur une mauvaise ligne, que par la force des événements, malgré notre bonne volonté, contre toute notre bonne volonté, la scission se produise de telle sorte que l'aile gauche soit isolée.

En tout état de cause, nous aboutirons à la victoire. Pour nous, c'est tout à fait évident. Si la scission s'était produite en Tchéco-Slovaquie sur telle ou telle ligne, cela pourrait stérifier que nous avons bien ou maladroitement agi : mais de toute façon, nous aboutirons à la conquête de la grande masse du prolé-

ariat. Il n'empêche que ce n'est pas indifférent pour nous d'agir mal ou d'agir bien.

Or, en France, — j'étais toujours aux côtés que j'exprimais en commençant mon rapport, — le plus grand intérêt pour nous, c'est créer l'union, sceller le bloc, la liaison politique entre le centre, la tendance Frossard, Cachin, Renoult, Sellier et l'aile gauche. On nous dit que la gauche fait des pas qu'on prétend maladroits. Quand cela se produit l'Internationale est toujours prête à le lui signaler, comme elle l'a fait lors de la démission des Quatre. On dit, le camarade un tel ou un tel, de la gauche, a prononcé en tel cas un discours maladroit. Si cela est vrai, c'est bien regrettable, il faut le censurer. Mais en somme, la gauche a la volonté de représenter le communisme, l'Internationale Communiste. C'est un fait.

L'aile gauche est pleine de volonté et si elle fait des fautes (elle en fera encore, j'en suis sûr, car tout le monde en fait), l'Internationale peut toujours la contrôler par sa pensée, par son expérience collectives. Et l'aile gauche se soumettra dans sa majorité toujours.

Envers le centre, nous avons toujours agi très prudemment. Si je pouvais réciter toutes les lettres que l'Exécutif a écrites, les lettres demi-privées de camarades isolés, les résolutions que nous avons prises, si je rappelais notre attitude toujours d'expectative avec l'espoir d'aboutir au résultat le meilleur pour l'Internationale comme pour le mouvement français, si je pouvais citer tout cela, je crois que je rafraichirais dans votre mémoire les efforts vraiment fraternels et amicaux que nous avons faits pour ne froisser personne et pour aboutir au résultat par les méthodes les plus atténuées.

### Contre la droite

Et moi, j'étais peut-être, — si vous me permettez de dire quelques mots personnels, — j'étais celui qui était peut-être pour la plus grande prudence dans ce sens. Vous vous souvenez tous qu'à la veille du 3<sup>e</sup> Congrès, quelques éléments de la jeunesse française et du mouvement luxembourgeois ont attaqué Frossard. L'un d'eux a dit : « Il faut l'exclure » (un camarade luxembourgeois). Nous l'avons défendu de tout notre cœur comme nous le ferions demain si quelqu'un demandait la même chose demain. Cela prouvera, s'il fallait des preuves dans cette question, qu'il y a de notre côté la volonté de lutter pour l'unité du Parti. Mais nous voulons lutter pour l'unité du Parti contre la droite qui la menace ! Pas contre la gauche, pas contre la gauche !

L'unité du centre avec la droite contre la gauche ne vaut rien. C'est la mort du communisme français. L'unité du centre avec la gauche, c'est l'avenir du communisme français. Voilà ce qu'il faut proclamer, maintenant ouvertement, pas d'une manière discrète.

Nous l'avons fait jusqu'à présent discrètement, nous n'avons pas abouti. Aujourd'hui, il faut parler plus énergiquement. Si j'ai tenu ce langage, et si nous avons écrit notre lettre d'une manière un peu plus forte que nous ne l'avons fait auparavant, c'est parce que nous apprécions la situation comme bien grave, bien critique en France.

Et je crois que c'est peut-être la dernière possibilité d'aboutir au résultat favorable pour le prolétariat français sans de grandes secousses d'organisation, sans scission qui pourrait être néfaste pour des mois, et qui sait, peut-être pour des années.

C'est pourquoi je vous invite à accepter notre lettre et à appeler l'attention du Comité Directeur et de la masse ouvrière en France sur la nécessité de « crever l'abcès », comme dit Daniel Renoult.

Que l'abcès creve ! Que le malentendu se dissipe et qu'on se comprenne là-bas en France que l'Internationale Communiste entame, discute et décide les questions du mouvement français avec le sentiment qu'elle fait maintenant la chose la plus sérieuse, la plus importante ; qu'elle n'est pas entraînée par des sentiments, — je ne parle même pas de sentiments personnels, — mais par une mentalité passagère. Nous sommes devant une étape nouvelle, après les étapes préparatoires que nous avons faites. Maintenant, il faut des méthodes plus énergiques, plus décisives, et c'est cela que nous proposons.

# Deuxième discours de Souvarine

(Séance du 19 Mai)

Le leit-motiv de Trotsky. — La base d'un accord du centre avec la gauche. — Le pessimisme de Sellier. — Un Parti sain, une direction malade. — Eloge posthume du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale. — Contre les bavards, les plaisantins et les démagogues. — Accord constant du centre avec la droite. — La gauche, véritable tendance communiste.

SOUVARINE. — Camarades, il y a dans l'intervention du camarade Trotsky une sorte de leit-motiv qui est l'appel au centre du Parti français pour son union à la gauche.

Cette conjonction du centre et de la gauche était déjà la base de l'accord réalisé à Moscou en février lors de la Conférence de l'Exécutif élargi.

Je me rappelle avoir déclaré à ce moment que cette union, pour être durable, devait se faire sur la base de certaines idées bien définies, et les représentants du centre n'étaient pas du tout de mon avis.

J'avais alors proposé une résolution qui traçait le cadre d'un accord. Cette résolution pourrait se résumer en deux mots : c'était l'entente de la gauche et du centre contre la droite. On ne l'a pas adoptée, car je l'ai retirée devant une autre résolution du camarade Trotsky : celle-ci contenait d'ailleurs, sous une autre forme, les mêmes idées et présentait les mêmes critiques des tendances anti-communistes de la droite et de la soi-disant extrême-gauche, la même promesse d'entente entre tous les éléments de bonne volonté du Parti.

Cet accord a été déchiré à Paris dès le retour de la délégation qui avait pris ici les engagements que vous savez et l'on peut dire que si l'entente entre le centre et la gauche ne s'est pas réalisée, ce n'est pas la gauche qui en porte la responsabilité.

Et maintenant, j'entends le camarade Sellier dire : « Accord du centre et de la gauche, avec plaisir, mais il faut une base, il faut formuler les idées sur lesquelles l'accord peut se faire. »

Eh bien ! je n'avais pas dit autre chose il y a trois mois. Malheureusement, trois mois ont été perdus, et la question n'a pas fait un pas en avant.

Je crois que le discours du camarade Sellier a porté un sérieux coup à ce bloc du centre et de la gauche. Il ne faudrait pas beaucoup d'interventions comme celle-là pour creuser un fossé entre les deux tendances qu'on veut unir.

## Notre Parti est sain

A quoi se résume toute la première partie de l'intervention du camarade Sellier ?

Sellier a une très mauvaise idée de notre Parti. Il présente toute la vie du Parti, depuis le Congrès de Tours, comme une succession d'incidents dégoûtants, les discussions du Parti comme les querelles les plus basses et les motifs qui font agir les uns\* et les autres comme les plus vils. Et si vraiment Sellier avait raison, je crois que la seule conclusion possible pour l'Exécutif serait d'amputer l'Internationale d'un membre pourri comme le Parti français tel que l'a dépeint Sellier.

Mais je n'ai pas du tout la même opinion de mon Parti. Je crois que le Parti français, dans son ensemble, est sain, et que, malheureusement, les hommes qui ont eu le privilège de parler en son nom et de le diriger depuis un an ont beaucoup troublé ses idées.

Si le parti français est ignorant actuellement des raisons qui font qu'un conflit paralyse le travail depuis près d'une année, c'est évidemment que son Comité Directeur ne l'a pas renseigné. Pourquoi le Comité Directeur ne l'a-t-il pas renseigné ? Et si vraiment, comme le dit Sellier, il y a dans le Parti des hommes qui ont des raisons personnelles, inavouables, d'attaquer d'autres hommes, cette situation ne doit pas se prolonger un jour de plus. Il faut saisir le Parti. Il faut qu'on sache dans le Parti si vraiment un tel état de choses existe et quels sont les moyens d'y mettre un terme. Il faut chasser les responsables.

Le camarade Sellier rejette généreusement toutes les responsabilités sur le défunt Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale. Ce Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale, la droite le détestait tellement que, même après sa mort, on s'acharne contre lui. Et quel est son crime ? C'est d'avoir été l'initiateur et l'entraîneur dans l'adhésion à la 3<sup>e</sup> Internationale et pas une adhésion vague ou platonique...

(Interruption). — BOUKHARINE. — Par discipline... SOUVARINE. — ...Mais une adhésion qui impliquait un accord profond, réel avec le contenu des thèses et les doctrines de l'Internationale Communiste. C'est cela qu'on ne peut pas lui pardonner !

## Eloge d'un défunt

Maintenant que le Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale est disparu, depuis une année, on attribue à son existence passée tous les malheurs d'aujourd'hui. Par exemple, Sellier dit : « Pioch, mais il vient du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale ! »

Et vous avez entendu en quels termes précis et affirmatifs Sellier a tracé les origines politiques de Pioch. Alors, je crois que le camarade Sellier a fini par se persuader lui-même de choses qui n'ont jamais existé !

J'ai aussi une mémoire très précise et je sais exactement comment un homme comme Pioch a pu être amené à faire tant de mal à son Parti, — car, il n'a fait que du mal à son Parti, — quoi qu'en pensent les mérites en même temps qu'il reprochait au Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale de l'avoir mis en évidence.

Pioch n'a jamais appartenu à notre Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale. Il l'a quelquefois aidé dans sa propagande générale comme un sympathisant qui apportait une note un peu nouvelle dans nos réunions, et à l'époque où il manifestait sa sympathie pour la 3<sup>e</sup> Internationale, on l'employait dans les soirées et dans les fêtes, dans les représentations théâtrales pour prononcer l'allocution et pour annoncer le programme... Voilà quel était le « rôle politique » de Pioch à cette époque. Et ce n'est j'aurais le Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale qui a pris la responsabilité de faire diriger une organisation politique par un homme qui ne peut pas prononcer un mot sans jeter le trouble et la confusion dans l'esprit des ouvriers.

Puis Sellier nous impute Victor Méric. C'est vrai : Victor Méric, quoique son attitude n'ait jamais été très claire, a été pendant une certaine période un des satellites, — c'est le mot exact, — du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale. Mais quoi ? Le Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale n'était pas un morceau de cristal. C'était un corps vivant qui absorbait certains éléments, qui en rejetait d'autres.

Au moins, il ne confiait pas de responsabilités politiques à Pioch, et ce n'est pas Méric qu'il consultait sur la doctrine communiste. Et quand il s'apercevait qu'un de ses membres nuisait aux idées communistes, il le rejetait impitoyablement.

Certainement, si le Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale avait existé quelques semaines de plus, Méric n'aurait pas pu y appartenir. Il en aurait été tout simplement ruis à la porte. Et le tort du Parti, c'est de ne pas avoir repris la tradition du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale, qui consistait à rejeter, avec toute la brutalité désirable, les bavards et les fabricants de plaisanteries professionnelles et à les tenir loin des responsabilités politiques.

Quant aux éléments démagogiques, anarchisants, com-

me les a qualifiés Sellier, les Métayer, Heine et autres du même genre, j'ose dire que jamais le Parti n'a connu leur nom avant que la fraction actuellement dirigeant les place sur un piédestal. Jamais, à l'époque du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale, on n'a entendu prononcer leur nom !

Dans le Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale, il y avait des hommes qui savaient prendre leurs responsabilités et qui n'eussent pas permis que des excitateurs irresponsables parlent au nom d'une organisation communiste. Et ceux qui ont désigné Métayer comme délégué à une réunion aussi importante que celle de l'Exécutif élargi, ce n'est pas la gauche du Parti, c'est le centre, qui d'ailleurs ne semble pas très fier de son représentant...

Vous excuserez cette digression à laquelle m'a obligé le discours de Sellier ; mais je ne pouvais m'empêcher de défendre la mémoire de ce Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale, auquel on peut être fier d'avoir appartenu.

### Centre et droite d'accord

Je n'ajouterais que quelques mots, car je pense que le discours de Sellier est la critique la plus dure que l'on puisse faire de la tendance qu'il représente. Je n'éprouve pas la nécessité devant l'Exécutif, devant l'Internationale Communiste, devant des communistes connus pour leur activité et leur expérience et qui ont été désignés ici comme tels, je n'éprouve pas le besoin, dis-je, de faire la critique d'un pareil discours.

Je veux seulement constater que, une fois de plus, conformément à une tradition créée depuis le Congrès de Tours, ce centre que nous invitons constamment à s'unir à la gauche ne cesse de prendre la défense de la droite. Le discours de Sellier en est un nouveau témoignage, une nouvelle illustration.

Le Comité Exécutif a une connaissance trop sérieuse du Parti Communiste, de la situation dans le mouvement français, quoi qu'en pensent Sellier et Leiciague, pour croire que le refus d'une poignée de main d'un camarade à un autre a déterminé la crise dans

le Parti français ! Cette « explication » est simplement putérite.

Non. Il y a une crise, parce qu'il y a des hommes qui entendent que l'Internationale ne se mêle pas des affaires du Parti français. Ces hommes ont attaqué les éléments de gauche parce que ceux-ci avaient pris leur adhésion à l'Internationale Communiste trop au sérieux.

### La gauche

Je ne prétends pas que cette gauche soit absolument irréprochable. Mais les critiques qu'elle mérite ne sont pas des critiques infamantes. La gauche est jeune, elle n'est pas très expérimentée et elle commet des maladresses, quelquefois ; elle a comme premier tort d'avoir manqué d'énergie et de s'être manifestée trop tardivement, quand les excès de la droite ont rendu l'état de choses intolérable.

Mais la gauche fait tout ce qu'elle peut pour être fidèle à l'esprit et à l'action de l'Internationale Communiste. Et on ne peut pas en dire autant des autres fractions. La gauche, c'est le sentiment unanime ici, correspond vraiment à l'état d'esprit général de tous les partis communistes, de l'Internationale.

Sellier a proposé à l'Exécutif une étude très approfondie de la situation en France. Ce n'est pas moi qui contesterai l'utilité d'une pareille proposition. L'Exécutif n'étudiera jamais trop cette situation parce qu'elle évolue toujours en s'aggravant.

J'approuve la proposition de Sellier. Que lui et Leiciague présentent un nouveau rapport tout à fait complet. Nous avons tout à gagner à un exposé clair et précis des conceptions de la fraction qui a actuellement la responsabilité de diriger le Parti. Mais l'Exécutif ne peut plus subordonner ses décisions à ce travail des camarades Sellier et Leiciague, dont nous ne connaissons pas encore l'échéance.

Chaque journal qui nous arrive, chaque lettre que nous recevons de Paris montrent que le mal du Parti français se développe avec une force extraordinaire, et le Comité Exécutif ne peut plus désormais ajourner ses décisions pour des raisons de pure forme.

## LE FRONT UNIQUE EN FRANCE

### Ce qu'en pense un communiste allemand. — Mœurs de la 2<sup>e</sup> Internationale. — Limites et modalités d'application d'une tactique. — A la remorque du syndicalisme. — Les enseignements de la lutte des classes et le dangereux confusionnisme.

La résolution adoptée sur la question du front unique par le Parti Communiste français approuve formellement cette tactique, souscrit à la discipline internationale, et ne formule de réserves que sur les « modalités d'application ».

Mais en réalité décline, pour la France, l'application de la tactique du front unique. Il repousse l'idée d'appeler les syndicats réformistes à des actions communes. Il n'a rien fait pour le 20 avril et aucune raison technique ne justifie cette inaction. Car, outre le Parti allemand, plusieurs autres partis, et notamment le Parti autrichien, ont prouvé qu'il était parfaitement possible d'organiser pour le 20 avril de grandes manifestations.

Pour le 1<sup>er</sup> mai, les dissidents avaient proposé au Parti Communiste français une action commune. Le P. C. déclina cette offre. Toute sa participation à l'action internationale pour le front unique s'est bornée à l'envoi du camarade Frossard à Berlin. Quant au Parti, il ne fit, pour le front unique, aucune propagande sérieuse. Le résultat des négociations de Berlin ne fit que donner des

inquiétudes à notre section française. Dans la Commission des Neuf, qui ne devait être qu'un organe de propagande pour le Congrès ouvrier mondial, elle crut voir — avec anxiété — un organe des trois Internationales. Cela bien qu'un aveugle pût — à tâtons ! — se rendre compte que la 2<sup>e</sup> Internationale sabotait manifestement le travail de la Commission des Neuf, que l'Internationale de Vienne le sabotait discrètement, par sa passivité, que les socialistes de Londres craignaient le front unique comme le condamné craint la corde...

Sans doute, la politesse est une chose excellente. Mais si elle sert à dissimuler la vérité, elle devient un mal. La 3<sup>e</sup> Internationale n'est pas un Congrès de diplomates qui se laissent leurrer par des déclarations purement formelles dont on se moque dans la pratique. Les méthodes que la 2<sup>e</sup> Internationale a apprises de ses gouvernements respectifs sont tout à fait inadmissibles pour l'I. C. C'est par des déclarations de principe dont les divers partis sabotèrent à leur gré l'application

que la 2<sup>e</sup> Internationale s'est enlisée dans le bourbier où elle se débat aujourd'hui. Leur emploi constitue une méthode spécifiquement opportuniste. Et il est plaisant de voir des camarades, revêtus de ces anciens atours de la 2<sup>e</sup> Internationale, s'ériger, en présence de l'I. C., en gardiens du principe communiste : notre ami Renoult s'est permis cette mauvaise plaisanterie.

Dire ce qu'il en est réellement, voilà la meilleure façon de servir les intérêts du Parti français et de l'I. C. En réalité, il y a, en même temps que l'on s'inclinait devant la discipline et la tactique internationales, ce qui induisait en erreur le Parti français et l'Internationale, répudiation de la tactique du front unique. Pour éclaircir la tactique communiste en France, il est de rigueur de le constater. Nous sommes persuadés que l'I. C. insistera pour que la tactique du front unique en France soit éclaircie ; tel est, en effet, son devoir. Si la tactique du front unique est inapplicable en France, si elle constitue un achèvement vers l'union organique avec les Internationales de Vienne et de Londres, comme le redoute la majorité actuelle du Parti français, il ne s'agit plus des « modalités » de son application, mais de la tactique elle-même, qui est mauvaise. Et si la majorité du Parti français voulait être conséquente, elle devrait réclamer l'abandon de cette tactique. Toute équivoque, toute diplomatie, toute imprécision dans ce cas sont intolérables : car il s'agit de l'application des principes communistes dans une conjoncture donnée de la lutte des classes.

Nul n'a jamais contesté que la tactique du front unique doit avoir, dans les divers pays, des modalités et des limites d'application. L'Exécutif le reconnaît expressément. Ces limites peuvent aller jusqu'à la non-application complète. Mais quand ? Lorsque le Parti Communiste a l'immense majorité de la classe ouvrière avec lui, lorsqu'il est, en fait, le seul parti du pays ; ou dans un cas opposé, lorsque, à l'état encore qu'à ses débuts, il doit borner ses efforts à la seule propagande et s'affermir en face du réformisme. Trotsky, dans la discussion du front unique, a défini ces limites avec une précision qui ne laisse rien à désirer et vaut d'être répétée. Citons-le :

«... En présence de la conquête des masses, les partis se divisent logiquement en trois grands groupes.

« Il y a d'abord les partis qui n'ont encore qu'au début de leurs succès et ne peuvent par conséquent jouer un grand rôle dans l'action quotidienne des masses. Numériquement faibles, ils ne peuvent, pour le moment, compter beaucoup sur l'action des masses prolétariennes. Ils doivent lutter pour l'extension de leur influence sur le prolétariat, au cours de ses actions (c'est ce qui fait avec un succès croissant notre Parti anglais).

« D'autre part, il y a des partis dont l'influence s'étend à tout le prolétariat. Je crois que le camarade Kolarov a raison de nous montrer tel le Parti bulgare. Cela signifie que la Bulgarie est mûre pour la révolution prolétarienne et que, seules, les conditions internationales s'y opposent encore. Il est évident que, dans une pareille situation, la question du front unique ne se pose presque pas. — En Belgique ou en Angleterre, il s'agit, tout au contraire, pour nos partis de lutter afin d'exercer une influence sur le prolétariat et de collaborer à son mouvement.

« Entre ces deux extrémités se placent les partis qui représentent une puissance idéologique, morale et organique. Ils sont la majorité. Que la

force d'un de ces partis s'élève au tiers, à la moitié ou même à plus de la moitié de celle du prolétariat, la situation ne change pas ».

Les formes du front unique dépendent non seulement de la proportion des forces des partis ouvriers, mais encore de trois choses : du degré d'organisation de la classe ouvrière en général, des relations entre le noyau organisé et la masse inorganisée, et enfin de la tension de la lutte des classes dans une situation donnée. Si le noyau organisé n'est qu'une petite minorité ou s'il représente une fraction importante de la classe ouvrière, ou s'il exerce une grande influence sur la classe ouvrière et dans quelle mesure, tout change. Un Parti Communiste peut avoir la majorité numérique dans la classe ouvrière et n'être pas plus capable d'influence qu'une minorité. Et inversement. La situation inverse peut notamment se produire lorsque monte une vague révolutionnaire et lorsque les autres partis sont discrédités.

C'est conformément à ces graduations que les modalités d'application du front unique doivent varier. Dans des pays pourvus de fortes organisations ouvrières, tels que l'Allemagne et l'Angleterre, il est impossible d'envisager, à une époque où le niveau de la lutte des classes est très bas, des grandes actions de masses sans entente préalable entre les organisations prolétariennes. Si, au contraire, le flot révolutionnaire monte, il se formera, comme en Russie en 1905 et en Allemagne en 1918, des organes communs de la lutte révolutionnaire des classes, tels que les Comités d'usines par exemple. En 1905, en Russie, la formation des Comités d'usines fut hâtée par la petitesse relative du noyau organisé — les syndicats n'en étaient qu'à leurs débuts — et en Allemagne (1918), de grandes masses ouvrières, déçues du mouvement syndical, étaient retombées à un état d'inorganisation.

Les Conseils ouvriers (Soviets) réalisent la forme la plus avancée du front unique prolétarien. En général (mais pas toujours) ils éliminent la nécessité de conventions entre les partis politiques. La majorité décide. Mais on ne peut créer des Conseils ouvriers à volonté, comme nous en avons fait en Allemagne l'expérience concluante. On ne peut même, une fois créés, les maintenir arbitrairement. Lors du retour des vagues révolutionnaires, ils disparaissent. Mais l'existence des Conseils ouvriers n'est pas uniquement subordonnée à une situation révolutionnaire ; ils doivent aussi être préparés par notre travail. Sans un travail préparatoire conscient pour l'action ouvrière unitaire, il n'y aura pas de Conseils ouvriers dignes de ce nom. La tactique du front unique nous met sur le chemin des Soviets — sans que nous sachions quelle sera la longueur de ce chemin.

Mais que la situation révolutionnaire dont naissent les Conseils ouvriers soit proche ou lointaine, ces Conseils seront le résultat de notre travail préparatoire pour l'idée du front unique. La situation générale de la lutte des classes ne permet guère d'illusions : en Europe centrale et occidentale, la classe ouvrière bat encore en retraite tandis que progresse la bourgeoisie. Ce qui importe, c'est d'arrêter la retraite des masses sur des positions nouvelles et d'y constituer des lignes de défense. A cet effet, tant qu'ils seront suivis par des masses, et tant que la situation révolutionnaire n'aura pas fait surgir les Conseils ouvriers, instruments authentiques de l'action unitaire de l'ensemble de notre classe, nous aurons besoin du concours des dirigeants réformistes et centristes.

Quelle est, à présent, la situation en France ? **Sort-elle des limites indiquées du front unique ?** Trotsky nous a donné la preuve objective et concluante que tout le noyau organisé du prolétariat français n'est qu'une minorité, sinon même une petite minorité. La grande majorité de la classe ouvrière française n'obéit pas encore aux directives communistes, voilà qui est hors de doute. Il suffit de se rappeler l'attitude de la C. G. T. U. vis-à-vis de la Russie des Soviets et de l'U. S. R. pour reconnaître que tous les syndicats révolutionnaires (300.000 hommes — en somme — sur 10 millions d'ouvriers), sont même loin d'admettre les mots d'ordre communistes. Le contraire est plutôt vrai.

Nos camarades français se plaisent à représenter les socialistes dissidents comme quantité négligeable. Mais, Trotsky l'a déjà montré, c'est là une déplorable erreur parce que les dissidents, malgré leur réelle faiblesse numérique — ils sont peut-être 30.000 — exercent encore sur les masses laborieuses non organisées une influence très appréciable. Les récentes élections aux conseils généraux nous ont confirmé dans cette opinion. Les dissidents ont recueilli un nombre de suffrages se rapprochant sensiblement du nombre de suffrages communistes. Les résultats du scrutin montrent même que la majorité des travailleurs français est encore à droite des dissidents. Certes, il n'y a rien dans ces constatations qui doive décourager nos camarades français. Mais il serait vraiment décourageant qu'ils ne se rendissent pas exactement compte de cet état de choses et substituassent à une tactique adéquate des illusions susceptibles de les amener à des crises graves et à des défaites.

Nous ne perdons pas un instant à discuter la possibilité pour les camarades français de renoncer au front unique en arguant que la lutte des classes a déjà, dans leur pays, dépassé ce stade. Le camarade Guy Jerram, militant du Nord, a décrit avec netteté la situation de la lutte des classes en France :

« Il y a deux ans, a-t-il dit, la situation autorisait les plus grandes espérances révolutionnaires. Aujourd'hui la fatigue est incontestable, le flot a réflué. Dans le Nord il n'y a pas d'éléments centristes. La scission s'est faite entre social-patriotes et révolutionnaires. Et cependant le front uni y est soutenu par les masses qui ont à combattre un capitalisme habile et impitoyable. Les masses savent que ni les communistes ni les organisations syndicales révolutionnaires ne sont capables d'arrêter par leurs seuls moyens l'offensive patronale ».

Dans tout ce qui a été dit au dernier Conseil National du Parti Communiste français, ces paroles d'un délégué du Nord industriel nous semblent particulièrement importantes. Il en découle une conclusion impérative pour le front uni en France et non pas « dans l'intérêt du salut de la révolution russe » mais dans l'intérêt de la défense du prolétariat français.

Si ni le camarade Guy Jerram (qui lui-même hésite et doute devant le front unique, ni le Conseil National ne sont arrivés à cette conclusion, ce n'est pas sans raisons.

Un coup d'œil dans la collection de l'organe central du parti (*l'Humanité*) avant et après la Conférence de l'Exécutif élargi, avant et après la Conférence de Berlin, avant et après le Conseil de Berlin, suffit à nous fixer. L'organe central du parti et toute une phalange de ses dirigeants n'ont jamais cessé de travailler contre la tactique du front unique.

Prenons au hasard quelques pièces parmi les nombreux documents qui pourraient, si besoin était, servir à le prouver.

Aussitôt après la Conférence de Berlin, le 13 avril, D. Renoult publie dans *l'Humanité* un article où il est dit que, du fait de la formation de la Commission des Neuf tout communiste est désormais subordonné dans une certaine mesure aux Internationales de Londres et de Vienne. Ni plus ni moins. Frossard réfute le lendemain les exagérations de Renoult mais se prononce à son tour contre la Conférence de Berlin. Le 18 avril, nouvel article de Frossard intitulé *le Maximum d'unité* dans lequel il est dit que le front unique avec la C.G.T.U. exclut celui avec les gens de la rue Lafayette. Dans le même numéro Renoult s'attaque à Rosmer qui lui avait répliqué sur la Conférence de Berlin. Le 21 offensive de Méric contre le front unique. Le 22, réplique de Ker à Méric. En réponse à un article de Rosmer on n'en trouve pas moins de trois ans *l'Humanité*, signés de Méric, de Cachin et de Frossard.

Voilà qui suffit.

Pour connaître les conceptions qui président à cette lutte acharnée contre la tactique du front unique, référons-nous à l'appel de la C.G.T.U. pour le 1<sup>er</sup> mai. Nous y découvrons cette perle de la plus belle eau.

« Par-dessus les têtes de tous les dirigeants, par-dessus tous les états-majors, au-dessus d'elle-même, la C.G.T.U. crie de toutes ses forces aux masses laborieuses : **Travailleurs, unissez-vous !** » (1).

On ne saurait dépasser ces bêtises. Le 6 mai une conférence des cheminots, examinant la question du front unique, se prononçait à l'unanimité contre un cartel entre les diverses organisations ouvrières du rail, déclara impossible tout rapprochement avec la C.G.F. réformiste et réclama l'indépendance absolue de l'U.S.R. et du Parti Communiste.

Au lieu de réfuter ces conceptions absurdes, la majorité du Comité Directeur les a admises et appuyées. On comprend que se voyant en présence d'une semblable mentalité syndicaliste révolutionnaire le parti cherche à éviter une rupture. Mais lorsque le parti, au lieu de résister à ce courant rétrograde, lui cède, il est en proie à l'opportunisme et au pire.

Les choses ont leur logique. Alors que Frossard, Cachin, Méric se conforment à l'interdit lancé par les syndicalistes contre le front unique, la lutte des classes dérange toutes les combinaisons.

Dans *l'Internationale* du 25 avril, Maurice Chambelland relate comment le front unique syndical s'est réalisé dans les Vosges au cours d'une grève de cinq semaines et ajoute que l'importance de ce mouvement est due à cette tactique.

Le 1<sup>er</sup> mai le Parti Communiste, à la remorque de la C.G.T.U., se tint à bonne distance des dissidents et des syndicalistes réformistes. Toutefois *l'Humanité* manda elle-même la conclusion d'une entente entre la C.G.T.U. et la C.G.T. à Marseille. A Nantes, de même, une entente momentanée se réalisa le 1<sup>er</sup> mai. A Nice le meeting fut présidé par un « Comité International » et à Toulon par un comité analogue.

Ces faits que *l'Humanité* nous fournit ne sont certainement qu'une faible partie du nombre total des arrangements de cet ordre. Et nous posons à nos camarades français une question :

Un parti communiste doit-il les considérer

(1) Citation traduite de l'allemand.

comme des hérésies ? Un parti communiste peut-il — en boitant — suivre les événements ou les hâter ?

Il parait que la tactique du front unique n'est pas, comme l'a soutenu le camarade Lafont, une invention fortuite de quelques moscovites et de quelques berlinois, mais que c'est souvent aussi l'idée de prolétaires français qui s'inspirant des nécessités pratiques font isolément — et façon édifiante — ce que le parti devrait faire avec conscience et méthode, à moins de renoncer à être la guide de la classe ouvrière.

Un mot encore sur la politique du parti allemand en Saxe et en Thuringe, politique qui cause à nos camarades français un si vil chagrin et qu'ils ont traitée de « ministérialiste ». On sait qu'avant et même après la révolution de novembre le Parti Communiste russe fut prêt à admettre au gouvernement, proportionnellement à leur force, tous les partis représentés dans les soviets. Les s.-r. de gauche en firent partie pendant un certain temps ; les mencheviks se retirèrent dès le 2<sup>e</sup> Congrès des soviets. Il est évident qu'un gouvernement ouvrier doit accueillir tous les partis ouvriers qui déclarent se placer sur une plate-forme révolutionnaire. Y voir du ministérialisme c'est raisonner en vertu d'une association d'idées analogue à celle qui amène les syndicalistes révolutionnaires à traiter sur le même pied les gouvernements bourgeois et le gouvernement prolétarien de la Russie.

En finir avec ce confusionnisme mi-syndicaliste, mi-opportuniste dont naît en France l'opposition contre la tactique du front unique, c'est pour le Parti Communiste français une question de vie ou de mort. L.I.C. et toutes ses sections ont en l'occurrence le devoir de venir en aide au parti français. La vivacité et la franchise de nos critiques correspondent à la grandeur du péril que ce confusionnisme fait courir à notre parti frère français.

A. TALHEIMER.

## CE QU'IL FAUT LIRE

Tout communiste sérieux doit lire le  
**Compte rendu de la Conférence  
de l'Exécutif élargi  
de l'Internationale Communiste**

que vient de publier la *Librairie de l'« Humanité »* dans la collection de la *Bibliothèque Communiste*.

Prix, 5 francs. Réduction est accordée aux membres du Parti sur présentation de leur carte.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, imprimeur

## Soyons Internationalistes

Il faut en convenir : nous avons le défaut, nous communistes français, de ne pas avoir conscience d'une manière précise de la solidarité qui doit exister entre les prolétariats des différents pays.

A nous entendre parler et surtout à nous voir agir, on a l'impression que notre internationalisme se borne aux rencontres périodiques des Congrès mondiaux. Et lorsque l'Exécutif essaye de nous tirer de notre inaction, nous poussons les hauts cris !

« Quoi, disons-nous, ne voilà-t-il pas qu'on nous prend pour des enfants ? Ne sommes-nous pas assez grands pour nous conduire nous-mêmes ? C'est folie, vraiment, de nous demander de faire quelque chose en dehors des assises de l'Internationale. Nous sommes en période calme. Donnons aux masses fatiguées le temps de se ressaisir après le coup dur des grèves de mai 1920. »

Et beaucoup de bons camarades, très sincères, assurément, songent devantage aux prochaines élections qu'à la Révolution sociale.

Pendant ce temps, la bourgeoisie, elle, ne s'endort pas. Elle travaille activement à consolider son pouvoir d'exploitation et d'asservissement de la classe ouvrière. C'est pourquoi la moindre défaillance de notre pays peut avoir des conséquences d'une portée fatale.

En ce moment, en Allemagne, se préparent des événements qui auront sur les destinées du prolétariat international des répercussions décisives.

A la suite de l'assassinat de Rathenau, une lutte implacable est engagée, là-bas, entre la réaction capitaliste et les ouvriers, à la tête desquels se trouve le Parti Communiste. Il y a de grosses chances pour que, le Parti des Indépendants passant définitivement du côté de la bourgeoisie, dont il est devenu le suprême espoir de salut, les masses, excédées de privations et de misères, rallient de plus en plus le Parti Communiste.

Croyez-vous que les alliés, et notamment la France de Poincaré et de Daudet, assisteront avec indifférence à une révolution ? Ne pensez-vous pas qu'au contraire, nos dirigeants, complices du capitalisme allemand, n'auront d'autre préoccupation que d'utiliser les 800.000 hommes des armées d'occupation à l'étranglement de la nouvelle Révolution allemande ?

Nos frères, les communistes d'Allemagne, nous posent cette question anxieuse : « Que ferez-vous, Parti français, si une pareille éventualité se produit ? »

Allons-nous, en effet, une fois de plus, nous laisser surprendre et, faute de nous être préparés à temps en vue de les secourir efficacement, nous borner, hélas ! à ne leur apporter que le témoignage verbal d'une sympathie impuissante ?

D'ores et déjà, dans notre presse, dans nos meetings, il nous faut créer une agitation en faveur de la classe ouvrière allemande ; il nous faut montrer aux travailleurs français le danger qu'il y aurait pour eux à ne pas soutenir l'effort des révolutionnaires d'outre-Rhin.

Préparons-nous donc au rôle important, au rôle capital que nous pouvons jouer dans le cas d'un mouvement allemand, afin d'être à même, le moment venu, de répondre par des actes aux criminelles tentatives de la réaction.

Paul BOUTHONNIER.